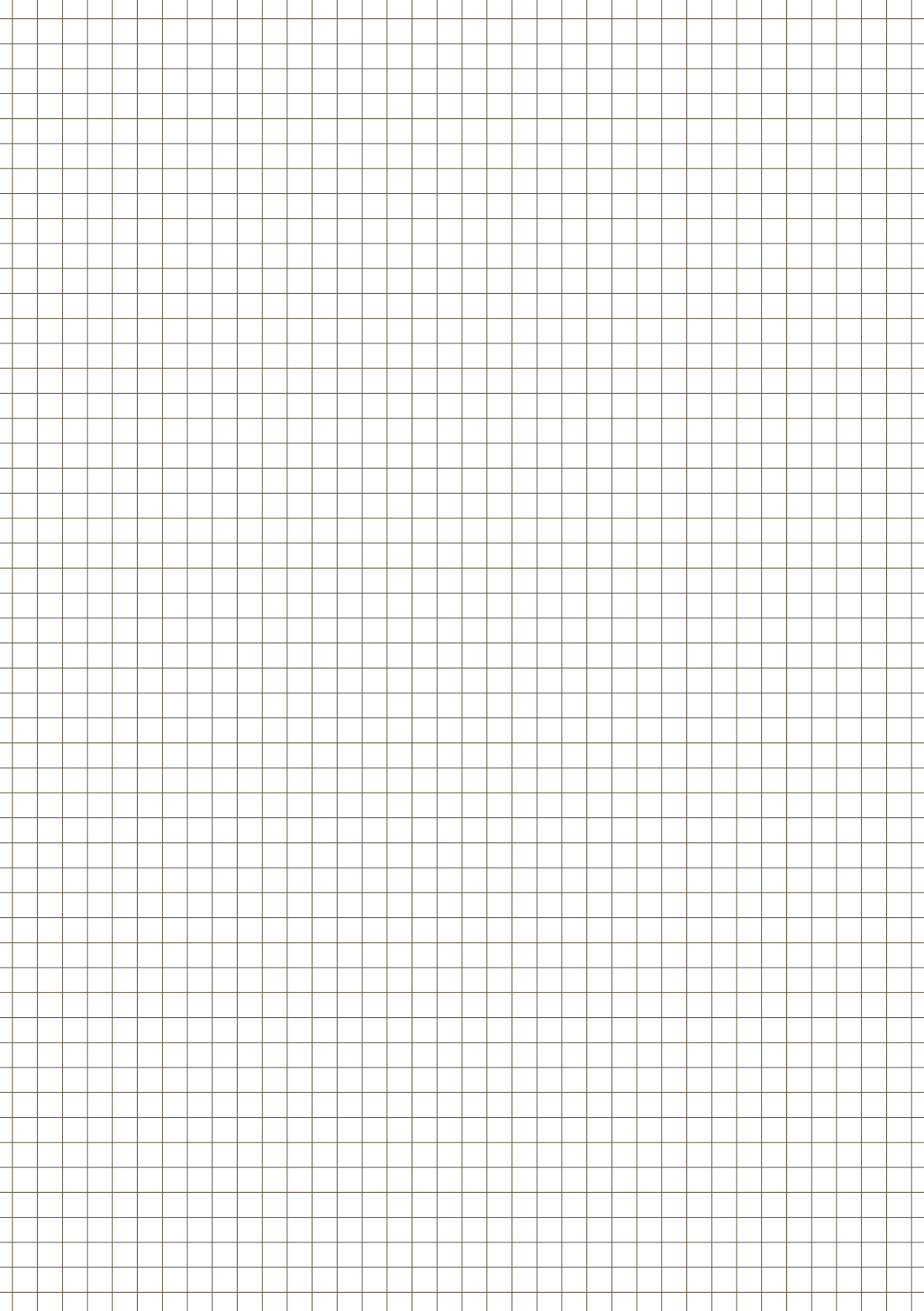


Rapport
annuel
de la
coopéra-
tive

13



Rapport annuel de la coopérative 2013

Préface de la présidente

Effets de la
« Stratégie 2021 »

Monika Knill
Directrice de l'instruction publique du
canton de Thurgovie et présidente du
Conseil d'administration

Assurer le développement d'educa.ch dans le futur : tel est le but visé par la « Stratégie 2021 ». Le document adopté en 2013 par le Conseil d'administration a posé des jalons essentiels pour l'avenir : la coopérative se met plus que jamais au service des institutions du système éducatif suisse. Elle a pour ambition, en tant que représentante des intérêts des écoles publiques et de leurs acteurs, de devenir rapidement le leader suisse en termes de projets, programmes et initiatives dans les domaines des TIC et de l'éducation.

La conduite, la collaboration, le dialogue, l'excellence opérationnelle et la compétence sont des valeurs qu'educa.ch entend développer et apporter dans sa collaboration avec les différents interlocuteurs en présence. Les signes indiquant que la voie choisie est la bonne sont manifestes. Trois exemples illustrent comment les prestations, les produits et la coopérative educa.ch elle-même en profitent :

■ Grâce à un positionnement clair dans la « Stratégie 2021 », l'agitation survenue autour des licences Microsoft à prix préférentiel destinées aux écoles a permis à educa.ch de se profiler en tant que coopérative aussi bien face à ses différents groupes d'interlocuteurs qu'au grand public.

■ A la fin du premier semestre, les contrats de prestations conclus entre educa.ch et la CDIP et le SEFRI concernant la direction du CTIE et la gestion du SSE ont été renouvelés jusqu'en 2016. Pendant les négociations, educa.ch a mis en avant volontairement l'excellence opérationnelle, en s'engageant par

exemple pour une amélioration des processus dans les domaines de la planification, du contrôle des comptes et des rapports d'évaluation.

■ L'attrait accru d'educa.ch s'est manifesté pendant la deuxième moitié de l'année à travers la conclusion de nouveaux partenariats. La coopérative est parvenue non seulement à s'assurer le financement lui permettant de transférer l'offre d'educa.Shop vers les prestations plus diversifiées d'educa.Services, mais aussi à convaincre les principaux partenaires à collaborer.

L'élection de Therese Steffen, cheffe de la division « Coopération en matière de formation » au SEFRI, et de Hans Ambühl, Secrétaire général de la CDIP, au Conseil d'administration de la coopérative témoigne de l'attrait accru d'educa.ch : en succédant à Mauro dell'Ambrogio et Heinz Rhyn, tous deux poursuivront la représentation de la Confédération et des cantons au sein de l'organe supérieur d'educa.ch. Je souhaite la bienvenue à Therese Steffen et Hans Ambühl au sein du Conseil d'administration et me réjouis d'ores et déjà de collaborer avec eux.

Je tiens enfin à remercier, pour le travail fourni en 2013, les membres du Conseil d'administration, de la Direction et tous les collaborateurs et collaboratrices d'educa.ch.

2014 s'annonce comme une année chargée elle aussi. Je suis convaincue qu'educa.ch saura relever les défis qui l'attendent.

Rapport de la direction

**Réorganisation et
positionnement**

Toni Ritz
Directeur

Le processus de réorganisation et de positionnement d'educa.ch, entamé en 2012, s'est poursuivi durant cet exercice : les structures internes et l'organisation, notamment, ont été systématiquement adaptées sur la base de l'analyse des prestations à fournir telles qu'elles ont été esquissées dans le document de base « Panorama CTIE | SSE ». Ces changements ont entraîné la révision du « Règlement d'organisation » et de nombreux autres règlements ainsi que la redéfinition des prestations conçue et harmonisée de manière cohérente selon un modèle en cascade avec des buts stratégiques, des buts opérationnels, des résultats et des activités. Cette architecture, basée sur un travail ciblé sur les objectifs et l'affectation claire des ressources, assure la transparence et la traçabilité. Le système d'évaluation a pris en compte pour la première fois en 2013 le modèle en cascade dans son ensemble et les rapports ont été complétés par des indicateurs en fonction des résultats obtenus.

La réorganisation structurelle, le développement d'une stratégie et d'un système d'évaluation ont conduit à une séparation claire des rapports annuels du SSE/CTIE et de la coopérative. À l'instar de la communication externe, la communication interne et l'organisation ont également été optimisées : le nouvel instrument de planification crée ainsi les conditions qui permettent de minimiser les dépenses de planification, d'exécution et de contrôle afin de professionnaliser les processus d'exploitation, favorisant l'excellence opérationnelle.



En rouge : les travaux prévus en 2014.

La direction a intensifié et développé les relations avec des groupes d'interlocuteurs importants à l'occasion de nombreuses manifestations et conférences. Elle a également été présente au sein de réseaux internationaux et a pu alimenter les débats en proposant des thèmes au contenu pertinent.

La direction remercie le Conseil d'administration et en particulier sa présidente, Madame la Conseillère d'État Monika Knill, pour son précieux soutien et la confiance qu'ils lui ont apportée. À côté de leur engagement, le précieux travail et les compétences appréciables des cadres et de tous les collaborateurs et collaboratrices sont les conditions essentielles du succès du développement continu de notre coopérative.

Mandats et prestations

Centre suisse des technologies de l'information dans l'enseignement CTIE

Le rapport annuel 2012 évoquait l'accord passé avec Microsoft Suisse, un accord que Microsoft a résilié de manière abrupte en février 2013. Les nouvelles négociations entamées immédiatement ont abouti avec succès fin août 2013. Elles concernent aussi bien des modèles de licence d'achat que de location, dont les écoles, les enseignants et les enseignantes ainsi que les élèves peuvent profiter à des conditions avantageuses. De nouveaux contrats ont également été conclus avec Adobe. Les événements intervenus au sujet des contrats-cadres ont soulevé notamment des questions sur la protection des données et sur des produits de substitutions. Le CTIE a rédigé différentes informations sur le sujet, actualisé un guide et préparé de nouvelles opérations.

Le CTIE s'est également beaucoup préoccupé du thème du contenu numérique, d'importance capitale à divers niveaux et pour divers acteurs. Le colloque organisé en août a permis de signaler les défis non seulement pédagogiques et didactiques, mais aussi techniques et juridiques, et d'en discuter dans le cadre de conférences et d'ateliers divers. Beaucoup de ces questions présentent une importance cruciale dans le domaine éducatif et sont traités plus avant par le CTIE, car une compréhension commune et le signalement des différents rôles, interactions et interdépendances sont importants pour les projets futurs.

Le Serveur suisse de l'éducation SSE

Plusieurs domaines du SSE ont pu nouer de nouveaux partenariats, ce qui était priorité pour l'année : la voie d'un partenariat a pu être empruntée pour la plateforme d'information et educanet² avec la fondation ch et éducation21 ainsi qu'avec le programme Jeunes et médias de l'OFAS et des offres communes ont pu être développées, dont certaines sont déjà mises en œuvre – à des degrés divers – et implémentées sur les plateformes. La Bibliothèque scolaire numérique (BSN) est elle aussi parvenue à se faire de nouveaux partenaires et à augmenter ainsi la collection de ressources électroniques d'enseignement et d'apprentissage (RéEA) de son catalogue national. De plus, pas moins de 23 cantons – après l'adhésion de Schaffhouse – et la Principauté du Liechtenstein placent leurs offres d'emploi sur educa.Job. Dans le cadre du projet educa.ID, l'exploitation des résultats du sondage réalisé en 2012 auprès des services cantonaux compétents a permis de franchir une nouvelle étape importante en direction d'une fédération IAM nationale pour le domaine de l'école obligatoire et des écoles du secondaire II.

Dans le domaine de la plateforme de travail, d'apprentissage et de communication educanet², 74 institutions ont rejoint la communauté, soit une progression totale d'environ 25 000 comptes. Au plan technique, le module « Journal d'apprentissage » et l'application « WebWeaver » pour Mac ont été introduits. Un investissement a aussi été réalisé dans des mesures de sécuri-

té afin contrer la vague de spams et une utilisation abusive des comptes.

Suite aux premières réflexions qui ont eu lieu en 2013, l'évolution à moyen et long terme du SSE sera abordée plus amplement en 2014. Les perspectives de développement du SSE esquisées pour les trois prochaines années seront développées et mises ensemble pour former un ensemble cohérent, qui doit se développer de manière continue, afin de rester attrayant pour ses partenaires. En effet, le SSE, en tant que projet national, vise à être maintenu au-delà de la période contractuelle actuelle 2013-2016.

Mandat du SEFRI – Activités internationales

Les activités internationales ont été assurées et ont pris de l'envergure en 2013, suite à une longue phase de ralentissement. Au deuxième semestre, les travaux consacrés au projet iTEC (Innovative Technologies for Engaging Classrooms) ont repris. iTEC est un projet quadriennal d'European Schoolnet qui est soutenu par 14 ministères de l'éducation et 26 partenaires tels que fournisseurs de technologies et instituts de recherche. Dans le cadre de ce projet, des enseignants et enseignantes ainsi que des formateurs et formatrices de plus de 2 000 classes pilotes dans toute l'Europe soumettent de nouveaux scénarios d'enseignement basés sur les TIC à un test en conditions réelles en salle de classe.

Tous les travaux prévus pour iTEC ont été menés à bien avant la fin de

l'année, de sorte qu'educa.ch a pu remplir les obligations contractuelles qu'elle a souscrites via une convention passée avec la Commission européenne.

Au cours de l'année 2013, educa.ch a repris la présidence du sous-comité « Learning Resource Exchange » jusqu'alors occupée par les Pays-Bas. Elle s'est également vu confier pour 2014 le rôle d'hôte de la grande conférence annuelle internationale d'European Schoolnet « EMINENT », à laquelle participent tous les ministères européens de l'éducation.

Mandat du CSPS

Les prestations fournies pour la Fondation Centre suisse de pédagogie spécialisée (CSPS) se sont concentrées autour du Congrès suisse de pédagogie spécialisée. Les travaux effectués pour le CSPS se sont limités à la mise en œuvre des prestations de base fixées dans le contrat datant de 2011 étant donné que le programme annuel rédigé par educa.ch n'a pu être validé par le CSPS.

Secrétariat de la Fondation MRH

Les tâches figurant dans le mandat, telles que la gestion des dossiers administratifs et la comptabilité de la Fondation Milton Ray Hartmann (MRH), se sont bien déroulées. Le compte annuel, le budget et le rapport annuel les concernant ont été présentés au Conseil de fondation.

Le Conseil de fondation s'est réuni deux fois pendant l'exercice, aux mois

de mai et novembre. Lors de sa séance de mai, il a pris connaissance de la décision du Conseil d'administration educa.ch concernant les nouveaux tarifs des prestations fournies à la Fondation MRH en vigueur dès 2013. Le programme de rénovation de tous les immeubles appartenant à la Fondation MRH attribué au bureau René Otter Architekten GmbH a abouti à un constat réjouissant : les sept immeubles sont en très bon état et fort bien situés.

Le Conseil de fondation a accordé son soutien financier pour le démarrage de nouveaux champs d'activité et l'initialisation de projets dans le domaine educa.Services pour les années 2014 à 2016.

La Souris d'Or

Le Conseil de la Fondation MRH a renforcé educa.ch dans son rôle de partenaire dans l'organisation de « La Souris d'Or » et l'a chargée d'élaborer un concept permettant de distinguer des contributions de la BSN. Le concept présenté lors de la séance de novembre prévoit, au plan du contenu, d'octroyer des prix aux ressources éducatives libres (REL) pour leur caractère novateur et, au plan organisationnel, de publier celles répondant aux critères et de leur octroyer une récompense décernée en public lors de Didacta Schweiz Basel. Le Conseil de fondation a salué aussi bien la distinction destinée au REL que l'idée d'une certification. Il souhaite cependant examiner les différentes alternatives avant de prendre une décision.

Projets et services

educa.Shop

Les irrégularités constatées par Microsoft Suisse SÀRL concernant la distribution de licences pour les logiciels dans le domaine de l'éducation ont entraîné, en février, la dénonciation unilatérale du contrat-cadre établissant les offres proposées aux institutions publiques de formation par Microsoft. Il en a résulté beaucoup d'incertitudes chez tous les groupes d'interlocuteurs ainsi que l'arrêt, en avril, des activités commerciales entre Microsoft et son partenaire DirAction SA.

Jusqu'à la conclusion d'un nouveau contrat-cadre en août, les écoles et leurs services administratifs n'ont soutenu que sporadiquement de nouveaux contrats de licence. Par conséquent, les recettes qu'educa.Shop a tirées de la distribution et des commissions ont sensiblement fléchi et la communication destinée à la clientèle concernant la situation a augmenté, ce qui a abouti à un résultat négatif en fin d'année.

L'analyse de marché au niveau stratégique et commercial ainsi que l'évaluation des prestations de la coopérative, dans le cadre de la « Stratégie 2021 », montrent qu'une des conditions au succès réside dans des investissements financiers considérables pour le développement. Compte tenu des changements importants du marché et des bénéfices insuffisants escomptés, il a été décidé fin novembre de fermer le canal de distribution de produits TIC educa.Shop à fin décembre 2013.

Contrats-cadres

Afin de tenir les écoles et tous les milieux intéressés au courant de la situation concernant les contrats-cadres négociés actuellement par le CTIE, educa.ch a communiqué l'arrêt de ses activités de distribution sur educa.Shop tout en présentant le service qui lui succédera. Il s'agit du site contratscadre.educa.ch, qui décrit les offres disponibles actuellement et permet de s'informer au sujet des différents modèles de licences de plus en plus complexes pour les logiciels.

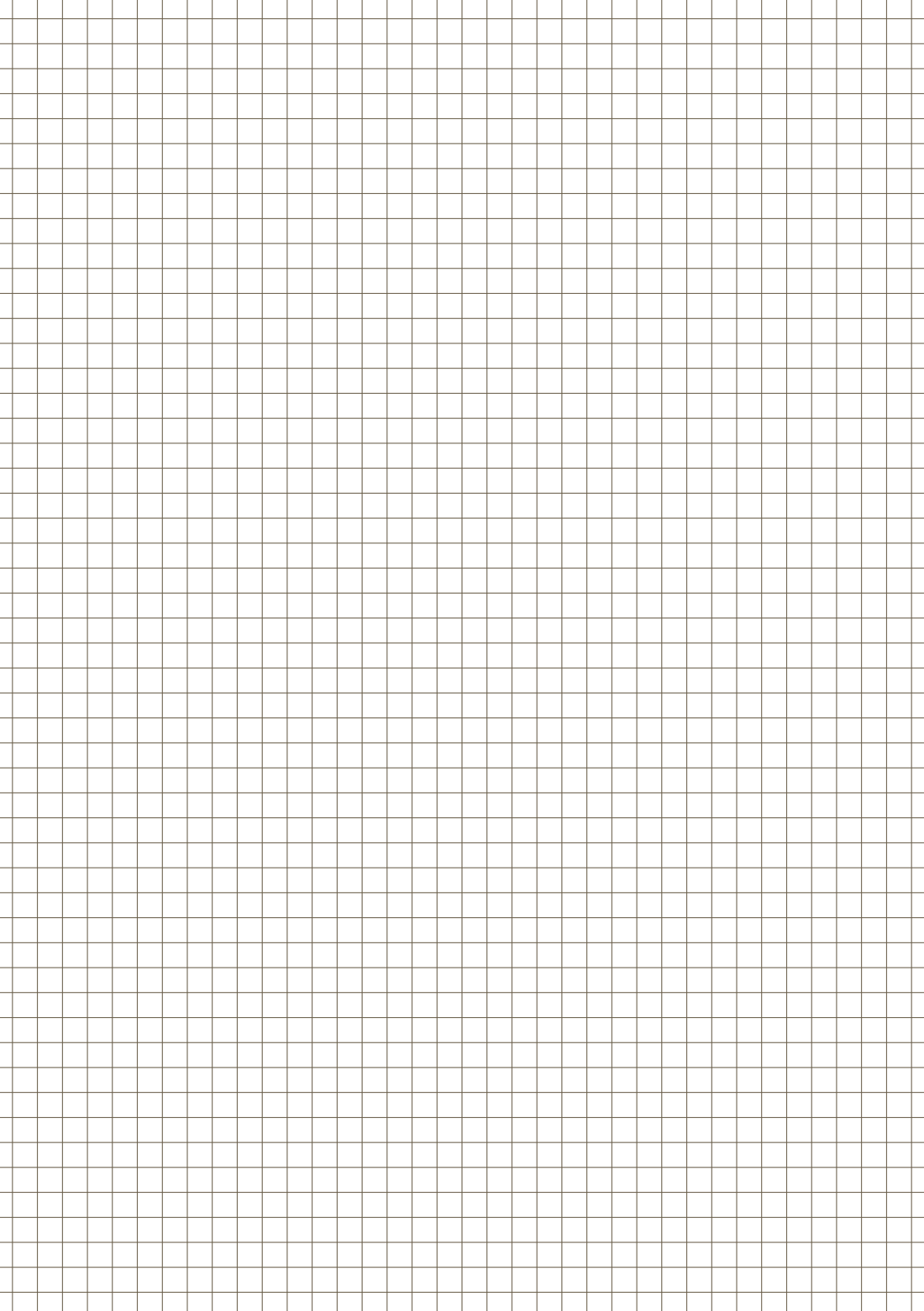
Nouveaux champs d'activité

Dans le cadre de la nouvelle stratégie de la coopérative, des nouveaux champs d'activité à l'intersection entre ceux des institutions éducatives publiques et des fournisseurs privés ont également été examinés et décrits. Leurs développements se feront sous le terme générique educa.Services.

Il s'agit par exemple de mettre en contact ceux qui cherchent des solutions et ceux qui en proposent en s'investissant dans les domaines suivants : promouvoir le réseautage, développer le savoir et diffuser les bonnes pratiques. La coopérative entend représenter exclusivement les intérêts du système éducatif public dans la collaboration avec ses partenaires privés. Le défi consiste ici à différencier clairement les intérêts des deux parties et à garantir, en prenant le rôle de modératrice, d'incitatrice et de facilitatrice, que les institutions publiques du sys-

tème éducatif retirent une utilité et une plus-value tout en développant un champ d'activité attrayant pour les fournisseurs privés.

Le Conseil d'administration a entériné cette nouvelle orientation fin novembre et la Fondation MRH soutient la mise en place et l'initialisation des premiers projets par un financement de départ.



Services centraux

Assemblée générale

Les affaires courantes ont été traitées lors de l'assemblée générale du 31 mai. L'assemblée a accepté le rapport annuel et les comptes 2012. Elle a pris connaissance du rapport de l'organe de contrôle. Elle a élu Therese Steffen Gerber, du SEFRI, et Hans Ambühl, de la CDIP, à la succession d'Ariane Baechler Söderström, de Mauro Dell' Ambrogio et de Heinz Rhy, qui se retirent.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration a tenu ses deux séances ordinaires le 31 mai et le 14 novembre 2013.

Il a consacré celle de mai aux affaires de l'assemblée générale, au rapport et aux comptes annuels 2012 ainsi qu'à l'élection de deux nouveaux membres. Il a également adopté le texte révisé du « Règlement d'organisation », la « Stratégie 2021 » de la coopérative et la nouvelle réglementation tarifaire educa.ch et pris connaissance du programme de rénovation des immeubles.

En novembre, le Conseil d'administration a décidé de fermer educa.Shop, de procéder à un examen interne pour clarifier les rôles d'educa.Shop et du CTIE ainsi que d'ouvrir un champ d'activité educa.Services. Il a approuvé le budget 2014 et le diagramme révisé des fonctions annexé au « Règlement d'organisation » adopté en mai 2013. Concernant les immeubles, le Conseil d'administration a décidé de laisser les bâtiments sis à Donnerbühlweg 32 et

Erlachstrasse 21 en propriété d'educa.ch et chargé la direction de planifier une rénovation générale.

Finances

Le décompte annuel se solde par un bénéfice de CHF 79 639 après déduction des amortissements et provisions ordinaires.

Le nouveau modèle de comptabilisation des charges et des produits a pu être mis en œuvre à l'aide du nouveau système de gestion intégré ABACUS. L'ancienne présentation du compte des résultats a été conservée et le contrôle des comptes amélioré. La redéfinition des centres de coût internes augmente la transparence liée à la répartition des coûts fixes et en optimise le contrôle.

Personnel d'educa.ch

Huit départs ont eu lieu en 2013 chez educa.ch et quatre nouvelles personnes ont été engagées. Le recul de ses effectifs s'explique aussi par l'arrivée à échéance de contrats de travail à durée déterminée et par la fin de l'apprentissage du jeune informaticien-développeur. Les postes vacants dans le domaine des TI ont été partiellement repourvus, ceux de l'équipe educanet² entièrement, sur la base de critères économiques. Un engagement a également eu lieu dans le domaine des activités internationales. Au 31 décembre, educa.ch employait 33 personnes – 13 femmes et 20 hommes – occupant l'équivalent de 23 postes à plein temps.

La mise à jour et l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2014 du nouveau « Règlement d'organisation », avec son diagramme des fonctions, et des nouveaux « Règlements du personnel », de la commission d'entreprise et des frais ont posé les bases permettant de réduire les divergences avec la pratique. La mise en place par educa.ch des structures utiles et nécessaires dans le domaine du personnel se poursuivra en 2014 avec l'élaboration et l'adoption de nouveaux règlements et directives.

Communication

La réalisation de l'objectif consistant à mettre en place une communication interne ciblée a été ponctuée par diverses activités :

ShareNet (l'intranet sur educanet²) a été introduit en mars. Il garantit que tous les collaborateurs et collaboratrices – tant internes qu'externes – aient accès aux communiqués et aux documents importants (règlements, mémentos et modèles de document). Il est également conçu pour servir de collecter, d'échange et de diffusion des connaissances : des liens peuvent renvoyer à des dossiers ou sites internet intéressants ou à des wikis, qui documentent les produits et services. La manifestation interne organisée en avril 2013 a été le cadre d'une réflexion passionnante avec l'ensemble des collaborateurs au sujet des perspectives d'avenir des mandats du CTIE et du SSE.

Côté identité visuelle de la coopérative, le rapport annuel a paru en mai dans de nouveaux habits et son site in-

ternet a été esquissé, mais la mise en page n'est pas définitive. Les premières idées ont été mises à profit pour lancer, à la fin de l'année, le site contrats-cadre.educa.ch.

Immeubles

À côté des travaux d'entretien courants effectués dans les deux immeubles d'educa.ch, 2013 a été marquée par la rénovation du chauffage de l'immeuble sis Erlachstrasse 21. Les installations électriques de l'immeuble du Donnerbühlweg 32 ont été adaptées aux dernières normes de sécurité.

Partant du programme de rénovation établi par Sturm Architekten GmbH, les investissements nécessaires pour les deux immeubles pour les années 2014 à 2016 ont été estimés à environ CHF 1,5 million. Les valeurs vénales et prix de vente indicatifs des deux immeubles ont été estimés et plusieurs scénarios ont été esquissés pour l'utilisation future des immeubles. Conformément à la décision du Conseil d'administration de rénover totalement les bâtiments, les travaux de planification seront entamés en 2014.

Informatique

Les deux anciennes solutions informatiques utilisées pour la comptabilité financière, salariale, des créanciers et des débiteurs et pour la gestion des projets, des adresses et des manifestations ont été remplacées par le nouveau logiciel de gestion intégré ABACUS au 1^{er} janvier 2013. Son intro-

duction, commencée en septembre 2012, s'est poursuivie intensivement en 2013 et les installations, aménagements et paramétrages nécessaires ont été réalisés ou programmés. La définition des centres de coûts internes a permis d'améliorer la transparence et par conséquent le contrôle interne des coûts. Les formes d'évaluation et la génération d'indices sont actualisées en permanence, adaptées aux besoins de la direction et des cadres ainsi que d'autres réalités et automatisées.

La gestion des données dans ABA-CUS réclame d'autres travaux de mise en œuvre et d'actualisation. On a prévu une planification en vue d'une solution gestion de la relation client (GRC) avec documentation et administration des adresses et des manifestations, qui sera développée plus avant et réalisée en 2014.

En 2013, l'infrastructure TI était composée de huit serveurs physiques. Cinq d'entre eux sont utilisés pour la virtualisation, un pour le logiciel de comptabilité Navision, un pour le contrôle des accès Mobatime et un serveur Linux pour l'accès VPN. Huit serveurs sont virtualisés pour les prestations Exchange, Active Directory, MS-SQL, DNS/DHCP, Timeservice, PlanningTool, ABACUS, NAGIOS et les environnements des prestations fournies pour educa.ch. Environ 45 PC client soutenus par l'équipe TI ont été utilisés en moyenne, dont dix portables pour des formations et cinq pour des présentations, ainsi que deux iPads et deux tablettes Android pour les interventions externes.

La disponibilité de l'infrastructure TI a atteint 99,9 pour cent pendant les

heures de bureau. Le réseau sans fil LAN a régulièrement provoqué des protestations, soit pour cause de surcharge (trop d'utilisateurs en même temps), soit en raison d'appareils non soutenus ou d'arrêt inapproprié de la connexion par les utilisateurs. Un développement par paliers a permis de résoudre le problème de surcharge.

On a renoncé le plus possible aux remplacements de matériel en 2013, faisant augmenter les besoins en 2014. De manière générale, le cycle de renouvellement visé est de trois à cinq ans.

La coopé-
rative
educa.ch

Conseil d'administration

Monika Knill

Conseillère d'Etat du canton de Thurgovie, Département de l'instruction publique et de la culture, présidente du Conseil d'administration

Mauro Dell'Ambrogio (jusqu'en mai)

Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI

Ariane Baechler Söderström

(jusqu'en mai)

Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI

Heinz Rhyn (jusqu'en mai)

Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique CDIP

Claudio Lardi

Fondation MRH

Hans Ambühl (dès juin)

Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique CDIP

Therese Steffen Gerber (dès juin)

Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI

Direction et administration

Toni Ritz

Directeur

toni.ritz@educa.ch

Karl Wimmer

Directeur suppléant

karl.wimmer@educa.ch

Isabelle Kobel

Services centraux | Secrétariat de la Fondation MRH

isabelle.kobel@educa.ch

Produits et prestations

Michael Deichmann

educa.ID | Hosting/Webfactory

michael.deichmann@educa.ch

François Flückiger (jusqu'en août)

CTIE

francois.flueckiger@educa.ch

Simon Graber

educa.Shop

simon.graber@educa.ch

Paolo Pollini

educanet²

paolo.pollini@educa.ch

Angela Rittener

BSN

angela.rittener@educa.ch

Markus Willi

CTIE

markus.willi@educa.ch

Karl Wimmer

Plateforme d'information

karl.wimmer@educa.ch

Glossaire

BSN	La Bibliothèque scolaire numérique
CDIP	Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique
CSPS	Fondation Centre suisse de pédagogie spécialisée
CTIE	Centre suisse des technologies de l'information dans l'enseignement
GRE	Gestion de la relation client
IAM	Identity and Access Management
MRH	Fondation Milton Ray Hartmann
OFAS	Office fédéral des assurances sociales
RéEA	Ressources électroniques pour l'enseignement et l'apprentissage
REL	Ressources éducatives libres
SEFRI	Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation
SSE	Le Serveur suisse de l'éducation
TIC	technologies de l'information et de la communication

educa.ch

Institut suisse des médias pour la formation et la culture
Erlachstrasse 21 | Case postale 612 | CH - 3000 Berne 9

Téléphone +41 (0)31 300 55 00
info@educa.ch | www.organisation.educa.ch